



Un grand nombre de Camerounais gardent une vive nostalgie de l'époque d'Ahidjo, soit qu'eux-mêmes l'aient vécue, soit qu'ils en aient entendu parler pour les plus jeunes. Et il y a de quoi !

Par Dieudonné Essomba

Ahidjo prend le Cameroun dès l'indépendance, dans des conditions extrêmement difficiles. Le pays a hérité de l'époque coloniale d'une guérilla particulièrement sanglante entretenue par l'UPC et qui se prolonge après l'indépendance. Il a très peu de diplômés et on se demande bien où le Cameroun va trouver des gens capables de le gérer. L'électricité est rare, le réseau de transport dérisoire, le Grand Nord étant littéralement coupé du Grand Sud. Ahidjo prend les choses en main et rapidement, il réussit à pacifier le pays, en éliminant les dernières poches de résistance de l'UPC et en résolvant à sa manière la facture historique des deux Cameroun.

Mais c'est sur le plan économique et social que son action est la plus spectaculaire. Il développe l'institution universitaire et les Ecoles de Formation en assurant un emploi à tous les étudiants. La bourse est distribuée à tous les étudiants, y compris les instituteurs et les aides-

soignants en formation. Les salaires, déjà consistants pour l'époque, augmentent chaque année.

Tout ce personnel alimente non seulement une administration en création, mais aussi les 200 entreprises d'Etat qu'il crée dans tous les domaines : banques, assurances, agro-industries, chimie, électricité, etc.

Sur le plan des infrastructures, le Grand-Nord est relié au Grand Sud par le Transcamerounais. Les grands stades Omnisport sont créés à Yaoundé, Douala et Garoua, pendant que des barrages et des immeubles ministériels sortent de terre comme des champignons.

Le taux de croissance atteint alors 7% par an et le revenu par habitant double tous les 10 ans. Le Cameroun fait partie, avec la Côte d'Ivoire et le Kenya, de l'un des pays rares africains appelés à entrer dans le cercle fermé des pays émergents.

En comparaison avec l'époque actuelle, marquée par un chômage massif y compris parmi les hauts diplômés, les salaires misérables et gelés, le piétinement de l'investissement et l'absence de perspective, les Camerounais ne peuvent que regretter cet âge d'or et souhaiter qu'il revienne.

D'où cette nostalgie qu'un grand nombre de Camerounais entretient de cette fabuleuse époque, et d'où dérive une sorte de messianisme qui consiste à l'attente d'un autre Ahidjo qui viendrait restaurer, de par la magie de sa compétence, cette époque.

Cette nostalgie n'est pas seulement le fait des opposants qui se réclament d'Ahidjo. Elle imbibe toute la pensée politique camerounaise, à commencer par Biya lui-même, ses principaux opposants, presque toute l'élite politique, intellectuelle et bureaucratique camerounaise. C'est justement cette nostalgie qui rend les Camerounais totalement réfractaires aux réformes fondamentales de l'Etat, puisque selon, eux, si Ahidjo a réussi avec ce système, il n'existe pas de raison qu'un autre ne vienne obtenir les mêmes résultats.

En fait, la nostalgie-Ahidjo révèle un défaut d'analyse et une ignorance profonde des dynamiques internes qui déterminent les sociétés humaines, et la tendance à conférer aux dirigeants une puissance magique. C'est une approche prélogique et magico-religieuse assez typique des peuples noirs qui n'aiment pas la réflexion.

Sans nier le mérite d'Ahidjo, il n'en reste pas moins vrai que ses succès ne sont pas liés à des aptitudes extraordinaires, mais simplement à une conjoncture particulière du Cameroun à un moment précis de son histoire.

En effet, lorsqu'Ahidjo prend le pouvoir en 1960, la population camerounaise n'est formée que de paysans incultes, plombés dans un mode d'autoconsommation archaïque. Ils vivent dans des cases traditionnelles faites de nattes, de raphias ou de terre battue, mangent le gibier ou le poisson qu'eux-mêmes pêchent, se soignent avec les écorces et ne se déplacent pratiquement pas. Leur consommation est totalement introvertie.

Pourtant, c'est cette population qui ne consomme aucune devise qui en produisait massivement à travers le cacao, le café, le coton, le tabac et l'huile de palme.

Ils produisent massivement des tonnes et des tonnes de devises et ne les consomment pas. Et

ces devises sont si massives qu'on ne savait plus quoi en faire ! L'ONCPB qui gérait ces ressources avait plus d'argent que tous les autres acteurs économiques réunis du Cameroun ! Ahidjo n'avait donc qu'à utiliser cet argent totalement oisif pour financer un vaste programme de développement et constituer une élite nationale de type bureaucratique dont la mission était précisément de consommer ces devises.

D'où ce taux de croissance absolument extraordinaire.

Malheureusement, ce genre de développement crée ses propres freins ! En effet, il génère une nouvelle classe de Camerounais, les élites intellectuelles et les élites urbaines qui ont les caractéristiques exactement inverses : alors qu'ils ne produisent aucune devise, c'est eux qui les consomment massivement à travers leur mode de vie somptuaire et extravertie : importation de riz, pain, achats des voitures, champagne et spiritueux, construction des maisons en marbres, missions aux Iles Caïman, etc....

On voit maintenant le problème posé : puisque la population consommatrice de devises ne faisait qu'augmenter alors que s'affaiblissait les producteurs de devises, il allait bien arriver un moment où les devises produites allaient être totalement absorbées par la consommation somptuaire de ces nouveaux camerounais, ne laissant plus rien pour le développement. Et cet équilibre a exactement eu lieu en 1987, date officielle de la première crise économique du Cameroun.

Notre situation actuelle n'est donc pas le fait d'une mauvaise gouvernance particulière de Biya face à une bonne gouvernance d'Ahidjo, mais simplement la conséquence logique du choix initial d'un modèle économique intrinsèquement défectueux qui a pu faire illusion tant que la bureaucratie parasitaire restait peu importante, mais qui ne pouvait pas aller plus loin dès lors que cette bureaucratie s'étendait sans cesse.

L'espérance d'un autre Ahidjo qui reviendrait restaurer un autre modèle rentier, où une bureaucratie renonce à la production pour se contenter de vivre aux frais des devises produites par la paysannerie relève des illusions.

Cette époque est à tout jamais révolue. Il n'y aura plus jamais une période au Cameroun où n'importe quel fonctionnaire pourrait acheter les véhicules sur la base des devises travaillées par les paysans. C'est terminé, tout ça !

La seule solution aujourd'hui, c'est une révision généralisée de tout le système lui-même. Mais assez paradoxalement, peu de gens arrivent à sortir de cette illusion, à commencer par Biya lui-même et son entourage. Incapables de comprendre les mutations profondes du système, ils continuent à vivre avec les vieux référents d'Ahidjo pour lequel ils éprouvent un profond complexe d'infériorité et qu'ils tentent désespérément d'imiter. Ils se sont ainsi embarqués dans le loufoque programme des « Grands Projets structurants », sans la moindre analyse sur la faisabilité opérationnelle d'un programme aussi coûteux en devises ! Quelle folie ! Ahidjo pouvait faire ses projets structurants sur la base du formidable matelas financier de l'ONCPB. Biya et ses gens comptaient sur quoi pour réaliser un tel programme ?

La principale faute de Biya n'est pas d'avoir échoué, puisqu'il ne pouvait faire autrement. Mais d'avoir été incapable de comprendre que le modèle d'Ahidjo auquel il a d'ailleurs

contribué avait épuisé totalement son potentiel et ne pouvait plus fonctionner. Il fallait le démanteler et passer à autre chose.

Biya n'est cependant pas seul dans cette illusion, bien au contraire! L'Etat unitaire d'Ahidjo reste en effet soutenu par un grand nombre de Camerounais qui ne voient donc pas l'intérêt d'une fédéralisation du pays qu'ils qualifient de « retour en arrière ».

C'est qu'en fait, ils vivent avec la même espérance d'un système unitaire qui va encore les prendre en charge comme au temps d'Ahidjo. En fait, ils ne comprennent pas le deal que l'Etat unitaire avait fait avec les Camerounais, à savoir que les Camerounais devaient mettre la Nation au-dessus de la tribu, la contrepartie étant qu'il allait prendre en charge tous leurs besoins. Cela n'a marché que pour autant que le Gouvernement pouvait s'emparer des devises des paysans pour entretenir une bureaucratie parasitaire qui se prétendait nationale.

Il a tout simplement suffi que les devises des paysans ne suffisent plus à alimenter un tel système pour que tout s'effondre et que les Camerounais se mettent à faire allégeance à leurs Communautés primaires et à réclamer des avantages publics au nom de leurs tribus respectives.

Mais puisque l'entretien d'une élite parasitaire qui chante « le Camerounais est partout chez lui » n'est plus possible faute de devises, l'unité nationale d'Ahidjo n'est elle-même plus possible et les tensions intercommunautaires ne s'atténueront plus jamais dans un Cameroun unitaire.

Bien au contraire, avec le rationnement en emplois, en postes de pouvoir, en infrastructures et en rentes publiques, ces tensions vont s'intensifier jusqu'à atteindre l'explosion, notamment lors des transitions au sommet de l'Etat. Les « Ambazonies » vont se multiplier dans la République, notamment pendant les transitions politiques.

Dans l'opposition politique, on retrouve toujours la même nostalgie. L'écrasante majorité considère que le système d'Ahidjo est bon et qu'à la place de Biya, ils feraient mieux. D'où leur focalisation, non pas sur les réformes indispensables du système sociopolitique, mais sur le Code Electoral qui n'est qu'un mécanisme d'accès aux postes dans le système laissé par Ahidjo.

Ce qui est une erreur et une pure diversion. Tout d'abord, dans un modèle politique défectueux, les mécanismes d'accès aux postes ne jouent aucun rôle dans la pacification du pays. Par exemple, quand un pays est traversé par des tensions intercommunautaires, la solution est un modèle d'Etat qui régule de telles tensions et non le mécanisme d'accès au poste de Président de la République. D'ailleurs, un Code Electoral, confectionné en dehors de la sociologie du pays, peut aggraver les clivages lorsque les votes apparaissent davantage comme un bras-de-fer tribal.

Ce n'est pas par pur caprice que certains pays adoptent des modèles de Grands Electeurs, des régimes parlementaires ou des formes d'Etat fédératives : ces formules sont des adaptations à la sociologie qui permettent justement d'aboutir à des Codes Electoraux adaptés à l'environnement sociologique.

En second lieu, quand un pouvoir est aussi concentré dans un environnement aussi fragmenté,

il ne peut jamais aboutir à des transitions démocratiques. Ce sera soit la perpétuation du pouvoir dans une perspective monarchique ou quasi-monarchique, soit la violence. Mais en aucun cas, on ne peut espérer de transition démocratique.

En définitive, le renouveau du Cameroun passe par l'abrogation totale des référentiels conçus par Ahidjo et prolongés par Biya, et qui se fondaient sur l'appropriation des devises travaillées par les producteurs de cacao, de coton et de café en vue d'alimenter le train de vie parasitaire d'une élite qui se prétendait « nationale ».

Ce modèle est mort et enterré. De toute façon ; il n'était pas viable. Il faut absolument sortir de cette addiction et recréer un nouveau système socioéconomique qui ne fonde plus sa pérennité et ses idéologies sur la spoliation des devises travaillées par un segment social asservi comme les paysans.

Cela passe nécessairement par le démantèlement du tralala idéologique sur l'unité nationale et autres vivre-ensemble, et la mise en place d'un nouveau contrat social, où les segments communautaires sont reconnus et responsabilisés, au travers d'un Etat fédéral en bonne et due forme. A quoi il faudrait ajouter d'autres réformes fondamentales portant sur la Monnaie (Monnaie souveraine, monnaie binaire, etc.)

Sans cette réforme et profondeur et ce rejet sans le moindre état d'âme d'Ahidjo et de Biya, le Cameroun ne bougera pas. Et il faudrait s'attendre au pire.

En réalité, la survie du Cameroun passe par l'élimination des héritiers d'Ahidjo et de Biya, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition, qu'ils soient au quartier, dans l'administration ou dans les Universités.

C'est cet héritage, fondé sur la spoliation des devises travaillées par la paysannerie qui nous a conduits à l'impasse.... Et nous y maintient.

Dieudonné ESSOMBA
